

Service administratif des tribunaux judiciaires
Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction
englobant le contrôle interne en matière de rapports
financiers
2019-2020

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION.....	3
2	SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS	4
2.1	GESTION DU CONTRÔLE INTERNE.....	4
2.2	ENTENTES DE SERVICES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS	4
3	RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 2019- 2020.....	6
3.1	CONTRÔLES NOUVEAUX OU CONSIDÉRABLEMENT MODIFIÉS	6
3.2	PROGRAMME DE SURVEILLANCE CONTINUE.....	6
4	PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL POUR LE PROCHAIN EXERCICE ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES	11
4.1	PLAN DE SURVEILLANCE CONTINUE CYCLIQUE	11

1 INTRODUCTION

Le présent document fournit de l'information sommaire sur les mesures prises par le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers, de même que de l'information sur la gestion du contrôle interne, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Vous trouverez des renseignements détaillés sur les pouvoirs, le mandat et les responsabilités essentielles du SATJ dans le [Rapport sur les résultats ministériels 2019-2020](#) et le [Plan ministériel 2020-2021](#).

2 SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS

2.1 GESTION DU CONTRÔLE INTERNE

Le SATJ est doté d'une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et de surveillance de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne, approuvé par l'administrateur général, est en place et englobe :

- Des structures de responsabilisation organisationnelle en lien avec la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle;
- Un code de valeurs et d'éthique;
- La communication et la formation, selon les besoins, concernant les exigences législatives, et les politiques et les procédures, visant à assurer une saine gestion des finances et des contrôles financiers;
- Une surveillance de la gestion du contrôle interne et des mises à jour régulières à cet égard, ainsi que la présentation des résultats d'évaluation connexes et des plans d'action à l'administrateur général, à la haute direction et au Comité ministériel de vérification.

Le Comité ministériel de vérification fournit des conseils à l'administrateur général sur la pertinence et le fonctionnement des cadres et des processus ministériels de gouvernance, de contrôle et de gestion des risques.

2.2 ENTENTES DE SERVICES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Le SATJ compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont comptabilisées dans ses états financiers, comme suit :

Ententes pour la prestation de services communs

- Services publics et Approvisionnement Canada est responsable de la gestion centralisée de la rémunération et de l'approvisionnement en biens et en services conformément à ses pouvoirs, et fournit des services de gestion des locaux;
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada fournit de l'information sur les assurances des fonctionnaires fédéraux et assure la gestion centralisée du paiement de la part des cotisations de l'employeur aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- Le ministère de la Justice Canada dispense des services juridiques au SATJ, au besoin;

- Services partagés Canada fournit un minimum de services d'infrastructure des technologies de l'information (TI) au SATJ dans les domaines des centres de données et des services de réseau en raison du principe de l'indépendance judiciaire. La portée et les responsabilités sont traitées dans un accord interministériel entre Services partagés Canada et le SATJ.

Les lecteurs de la présente annexe peuvent consulter les annexes des ministères susmentionnés pour mieux comprendre les systèmes de contrôle interne en matière de rapports financiers portant sur ces services en particulier.

3 RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 2019-2020

Le tableau suivant résume l'état des activités de surveillance continue d'après le plan cyclique de surveillance continue de l'exercice précédent.

Progrès au cours de l'exercice 2019-2020

Plan de surveillance continue cyclique de l'exercice précédent pour l'exercice en cours	Situation
Contrôles à l'échelle de l'entité et contrôles généraux des technologies de l'information	Réalisés comme prévu, mesures correctives en cours
Immobilisations	Début de l'évaluation qui sera terminée en 2020-2021.

Les principales constatations et adaptations requises d'après les activités d'évaluation de l'exercice en cours sont résumées ci-après.

3.1 CONTRÔLES NOUVEAUX OU CONSIDÉRABLEMENT MODIFIÉS

Au cours de l'exercice courant, les principaux contrôles associés à l'approbation des dépenses axées sur le risque en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (article 34) ont été modifiés de façon importante à compter du 16 mars 2020, à la suite des instructions du Bureau du contrôleur général du Canada en réponse au contexte économique lié à la pandémie de COVID-19 pour assurer le paiement rapide des factures. Ces contrôles ont été jugés conformes à la Politique sur la gestion financière, et fonctionnent de la façon prévue.

3.2 PROGRAMME DE SURVEILLANCE CONTINUE

Dans le cadre de son plan de surveillance continue cyclique, le SATJ a entamé sa première évaluation des immobilisations. Les points à améliorer et à corriger seront divulgués dans l'Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant les contrôles internes en matière de rapports financiers pour l'exercice 2020-2021. Avec l'aide d'un cabinet d'audit externe, le SATJ a également terminé sa réévaluation des contrôles à l'échelle de l'entité et des contrôles généraux des technologies de l'information. Pour la plupart, les principaux contrôles qui ont été mis à l'essai ont fonctionné de la façon prévue, et les mesures correctives suivantes sont requises :

Principaux domaines de contrôle	Points à améliorer et à corriger
Contrôles à l'échelle de l'entité	Aucun problème important n'a été relevé. Trois problèmes modérés de contrôle ont été décelés en lien avec les documents disponibles à l'appui de la gestion des risques de fraude et des contrôles internes en matière de gestion financière (CIGF). Le SATJ a commencé à combler ces lacunes en ajoutant quatre processus opérationnels supplémentaires (planification et budgétisation, y compris l'établissement de prévisions, la planification des investissements, les coûts et l'attestation du directeur financier) à son plan de surveillance continue cyclique et en élaborant un cadre de gestion budgétaire ainsi qu'un cadre de gestion des risques de fraude, en 2020-2021.
Contrôles généraux des technologies de l'information	Aucun problème important n'a été relevé. Trois problèmes modérés de contrôle ont été décelés en lien avec le retrait rapide de l'accès des utilisateurs, la preuve d'approbation des changements apportés à l'infrastructure de la TI et les paramètres des mots de passe de la base de données. Un plan d'action de la direction a été élaboré par les responsables des processus afin de donner suite aux recommandations en 2020-2021, ce qui comprend l'examen et les documents du processus de départ et du processus d'approbation de la création d'une demande de changement par le Comité consultatif sur les changements, de même que la création d'une politique relative aux mots de passe dans la base de données Oracle.

En 2019-2020, outre les activités réalisées en matière de processus opérationnels, une surveillance assurée au cours de l'exercice a contribué à confirmer les principaux contrôles. Consulter le tableau ci-après pour accéder à un résumé des travaux achevés au cours de l'exercice 2019-2020.

Progrès au cours de l'exercice 2019-2020

Principaux domaines de contrôle	Situation
Contrôles au niveau de l'entité : surveillance continue	Un audit sur les valeurs et l'éthique a été réalisé en 2017-2018. Des lacunes mineures en matière de contrôle ont été relevées en ce qui a trait à l'exhaustivité du cadre de valeurs et d'éthique actuel. En date du 31 mars 2020, toutes les recommandations avaient été formulées, y compris

Principaux domaines de contrôle	Situation
	<p>l’approbation du Plan stratégique triennal sur les valeurs et l’éthique, l’élaboration d’un plan stratégique complet, échelonné sur plusieurs années, des indicateurs de rendement et un plan de communication.</p> <p>Une fonction d’audit interne a été mise en place en août 2019 à l’aide d’un modèle interne de prestation de ressources.</p> <p>En 2019-2020, un cadre de gestion budgétaire a été conçu, intégrant des budgets pluriannuels et des activités de planification des investissements. Ce cadre sera mis en œuvre en 2020-2021.</p>
Contrôles généraux des technologies de l’information	<p>Le SATJ doit s’engager dans la Solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada (GCfm), qui consiste à remplacer son système financier traditionnel en 2021-2022. L’ancien processus opérationnel général des TI ne sera plus pertinent et, en conséquence, nous devons en réévaluer la documentation, la conception et l’efficacité opérationnelle. Dans l’intervalle, le SATJ continue à maintenir son infrastructure générale des contrôles des TI, mais il axe ses efforts sur la mise en œuvre de la Solution de gestion des finances et du matériel du gouvernement du Canada (GCfm).</p>
Approvisionnement au paiement	<p>En 2018-2019, le Bureau de l’ombudsman de l’approvisionnement a terminé l’examen du cadre de contrôle de la gestion de l’approvisionnement du SATJ. Les autres recommandations ont été formulées en 2019-2020, de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La politique sur l’approvisionnement a été mise à jour en mai 2020, pour veiller à ce que les employés comprennent le cadre législatif, réglementaire et politique qui régit les marchés publics, les principes qui sous-tendent une passation de marchés efficace, et leurs responsabilités respectives. • Le cadre de vérification et d’assurance de la qualité des comptes a été examiné en avril 2020 afin de mettre au point des outils de soutien et de renforcer la communication des processus connexes et des contrôles qui s’y rattachent, au besoin.

Principaux domaines de contrôle	Situation
	<p>En 2018-2019, dans le cadre de son plan de surveillance continue cyclique, le SATJ a retenu les services d'un cabinet d'audit externe pour effectuer l'évaluation du contrôle interne du processus opérationnel Approvisionnement au paiement. Aucune lacune importante en matière de contrôle n'a été relevée.</p> <p>En 2019-2020, des essais de vérification après paiement ont été effectués. Aucune lacune importante n'a été relevée, mais des recommandations ont été formulées visant à accroître la formation et à améliorer les pratiques en matière de documentation.</p>
Immobilisations	<p>En 2018-2019, la planification de la valeur comptable des immobilisations pour le décompte du stock physique a commencé. En raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19, cet exercice sera terminé en 2020-2021 afin de fournir une garantie quant à l'existence et à l'exactitude des immobilisations corporelles. En 2019-2020, d'autres procédures ont été documentées, et l'ébauche de directive sur les immobilisations corporelles a été mise à jour. La schématisation du processus sera réalisée en 2020-2021.</p> <p>L'évaluation de ce processus opérationnel sera terminée en 2020-2021.</p>
Paie et avantages sociaux	<p>Conséquemment à la mise en place du nouveau système de paie Phénix, la documentation, la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles internes reliés aux processus opérationnels de la paie, y compris les besoins en ressources humaines et en finances, sont régulièrement réévaluées pour résoudre les problèmes postérieurs à la mise en œuvre.</p> <p>Une évaluation du contrôle interne portant sur ce processus opérationnel a été effectuée en 2018-2019. Une seule lacune en matière de contrôle a été relevée relativement aux éléments de preuve de surveillance et d'examen des dépenses. En 2019-2020, les procédures internes ont été mises à jour et l'information est désormais conservée et suivie. Des ajustements sont toujours requis pour s'assurer de la pleine participation des gestionnaires du centre de responsabilité; cette question sera abordée en 2020-2021.</p>

Principaux domaines de contrôle	Situation
	<p>En 2018-2019, le Bureau du vérificateur général du Canada a effectué une vérification des états financiers consolidés 2018 du gouvernement du Canada et a désigné neuf recommandations pangouvernementales se rattachant spécifiquement à l'administration de la paie. Huit de ces recommandations n'étaient pas applicables ou ne posaient aucun problème au SATJ, et les principaux contrôles fonctionnent de la façon prévue. Quant à la neuvième recommandation portant sur les besoins en formation, l'unité de rémunération a confirmé que tous les conseillers en rémunération ont suivi les séances de formation dispensées par SPAC, selon leur disponibilité.</p>
États financiers	<p>Une évaluation du contrôle interne portant sur ce processus opérationnel a été effectuée en 2018-2019. Il restait une seule recommandation concernant la fréquence des révisions des privilèges d'accès des utilisateurs de FreeBalance. En 2019-2020, cet examen a été effectué à la réception des processus de demande de signature de sortie, et un examen annuel a été effectué en avril 2020. La portée de cet examen a été étendue pour inclure les cartes de crédit, la petite caisse et les autres tâches de sortie financière. Ces procédures seront terminées en 2020-2021.</p>

4 PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL POUR LE PROCHAIN EXERCICE ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES

Le SATJ entamera son évaluation des contrôles internes en matière de gestion financière (CIGF) au cours de l'exercice 2020-2021. Le plan pour les trois prochains exercices est présenté dans le tableau suivant, et comporte des éléments de CIGF afin de se conformer aux exigences de la Politique sur la gestion financière d'ici 2023. Le plan de surveillance continue est fondé sur ce qui suit :

- une validation annuelle des processus et contrôles à risque élevé;
- des ajustements connexes au plan de surveillance continue, s'il y a lieu.

4.1 PLAN DE SURVEILLANCE CONTINUE CYCLIQUE

Principaux domaines de contrôle	Année financière 2020-2021	Année financière 2021-2022	Année financière 2022-2023
Contrôles à l'échelle de l'entité	Surveillance	Surveillance	Mise à jour
Contrôles généraux des technologies de l'information	Surveillance	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
Approvisionnement au paiement	Documentation*	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
Paie et avantages sociaux	Documentation*	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
Comptes de dépôt	-	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
Immobilisations corporelles	Mise à l'essai de la conception et de l'efficacité du fonctionnement	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
États financiers	-	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement

Principaux domaines de contrôle	Année financière 2020-2021	Année financière 2021-2022	Année financière 2022-2023
Planification, budgétisation et prévisions	Documentation*	Mise à l'essai de la conception*	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
Planification des investissements	Mise à l'essai de la conception	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance
Coûts	-	Mise à l'essai de la conception et de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance
Attestations du dirigeant principal des finances (comprises dans les présentations au Cabinet)	-	Mise à l'essai de la conception et de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance

* Comme le SATJ doit intégrer à la solution de GCfm le 1er avril 2021, le plan de surveillance continue a été mis à jour pour y inclure la documentation relative aux processus « éventuels » en 2020-2021 ainsi qu'une nouvelle conception de la plupart des principaux domaines de contrôles en 2021-2022, après l'intégration de la solution de GCfm. Il est en outre entendu que la fonction d'assurance de la qualité sera accrue pendant la phase de stabilisation, en tant que contrôle de détection, en raison de l'augmentation des risques associés à la mise en œuvre du système.